

en année, la condition des individus s'est détériorée dans ce pays. Plusieurs milliers de personnes ont été poursuivies, et parfois persécutées, en conséquence directe de leurs tentatives de s'organiser politiquement pour en arriver à une évolution pacifique de la situation en Afrique du Sud. Le nombre de bannissements, de détentions, et de poursuites criminelles sous l'égide des lois injustes qui forment le cadre du système de l'apartheid n'a cessé d'augmenter. Les événements tragiques de Soweto auraient dû donner au gouvernement d'Afrique du Sud et à la minorité qui l'a élu une leçon sur la futilité d'essayer de supprimer les aspirations légitimes de la majorité sud-africaine et sur le besoin de procéder à des ajustements fondamentaux dans cette société. La leçon ne semble pas avoir été apprise.

Le mois dernier, les noirs Sud-Africains ont pleuré la perte de Steven Biko, un leader éminent du mouvement de prise de conscience noir. Ils reconnaissent en lui l'homme qui pouvait amorcer un véritable dialogue inter-racial, seul capable d'amener une évolution pacifique de la société sud-africaine. Il est mort dans des conditions inexplicables et de plus en plus suspectes alors qu'il était détenu; c'était la vingtième fois qu'un tel décès se produisait dans les prisons sud-africaines au cours des dix-huit derniers mois. Sa mort, la plus récente de cette déplorable série de fatalités, a déclenché une recrudescence des protestations internationales contre la cruauté de l'apartheid et du système pénitentiaire sud-africain. Plusieurs blancs Sud-Africains ont eux aussi demandé que leur gouvernement procède à une enquête et explique les circonstances de cette mort et des autres apparentées.

Immédiatement après la mort de Biko, l'ambassade du Canada à Prétoria a envoyé un message de condoléances et de sympathie à la Black People's Convention d'Afrique du Sud dont il était le président honoraire de même qu'à sa famille. Un représentant diplomatique canadien a assisté à ses funérailles pour bien marquer la solidarité du peuple canadien avec le peuple d'Afrique du Sud. De plus, le gouvernement de l'Afrique du Sud a été avisé des préoccupations canadiennes. En fait, des citoyens et des groupements canadiens continuent même maintenant de faire savoir leur affliction devant la mort de Biko et le sort des autres prisonniers politiques sud-africains.

Si j'ai parlé plus particulièrement de la mort de M. Biko, c'est qu'elle est l'exemple le plus récent d'une longue et affligeante suite d'abus et de répressions. La persistance du gouvernement de l'Afrique du Sud à réprimer les activités politiques légitimes au sein de la majorité sud-africaine conduira à de nouvelles frustrations et actes de violence, et éventuellement à une rupture totale des rapports entre races en Afrique du Sud. Nous engageons le gouvernement de l'Afrique du Sud à reconnaître ce fait et à prendre dès maintenant toutes les mesures nécessaires pour éviter toute nouvelle violence, et à accorder la libération inconditionnelle à tous les prisonniers et détenus politiques afin d'établir un climat dans lequel une évolution pacifique au sein de la société sud-africaine pourra commencer.